

*L'Adresse—L'hon. A. Hamilton*

En troisième lieu, fait plus grave encore, les économistes du Canada, du Japon, de l'Europe, des États-Unis et d'ailleurs ne peuvent pas s'en remettre à des modèles d'économies qui tiennent compte du fait que le monde ne possède plus un excédent de toutes les sortes de denrées. Depuis la dernière guerre, il est devenu de plus en plus certain que dans un siècle ou deux, nous serons aux prises avec des pénuries de matières stratégiques qui affecteront la stabilité de l'économie mondiale. Nous en avons eu un avant-goût avec la prétendue pénurie de pétrole l'an dernier, mais je reviendrai là-dessus tout à l'heure, pour conserver un peu d'ordre dans mes commentaires.

● (1440)

Permettez que j'expose brièvement mon premier point, le problème de l'inflation par les coûts. L'inflation par les coûts est causée par un certain nombre de facteurs qui gonflent les coûts et augmentent le prix du produit fini. L'omniprésence des pouvoirs publics dans tous les pays occidentaux est le facteur n°1 de l'inflation par les coûts. La politique délibérée des gouvernements occidentaux de faire monter les taux d'intérêts pour s'en tenir à la doctrine Keynésienne à l'époque où ils ne devraient plus s'en occuper, est le deuxième facteur d'inflation par les coûts qui fait monter les prix. C'est cette pratique ridicule qui consiste à agir sur la masse monétaire.

Comme plusieurs orateurs l'ont déjà mentionné au cours du présent débat, notre masse monétaire a été constante pendant des années. C'était le cas quand j'ai siégé sur les banquettes ministérielles pendant cinq ans et demi. La masse monétaire est restée à peu près la même, aux alentours de 13 milliards. A l'heure actuelle, elle s'accroît au rythme fantastique de 15 à 20 p. 100 par an si bien qu'il y a plus de 50 milliards en circulation alors que la valeur des biens en circulation n'est pas cinq fois plus grande. Il y a eu sûrement un abus ou un mauvais usage des techniques d'émission de la monnaie. Le résultat a été une pression considérable sur les prix.

C'est aussi un fait que les gouvernements municipaux et provinciaux ont permis aux coûts fonciers autour de nos villes de monter en flèche et de devenir une aubaine pour le spéculateur. Ceci a énormément contribué à la poussée des coûts dans le centre de l'industrie autour de nos villes et a beaucoup influencé les prix plus élevés. A la fin de la liste se trouve toujours le coût de la main-d'œuvre. Les travailleurs qui vivent dans les villes doivent naturellement lutter pour se maintenir au niveau de ces prix et, par la force de leurs syndicats, essayer d'améliorer leur sort. Que Dieu aide le travailleur non syndiqué ou toute personne à revenu fixe.

Ces facteurs de la poussée des coûts sont bien connus. Le présent gouvernement a donné un exemple qui aggrave le tout. Chaque fois que nous envisageons une situation comme en 1969, quand on a dit que les prix montaient trop vite, on nous a donné la même réponse. C'est comme si ces augmentations de prix étaient causées par un facteur de demande, alors qu'en réalité elles étaient causées par la poussée des coûts. Cela me rappelle une histoire que j'ai racontée bien des fois à propos d'enfants qui s'introduisent dans un verger. N'ayant jamais vu de verger auparavant, nous nous sommes gorgés de pommes. Un ou deux enfants eurent mal au ventre. Je me rappelle la maîtresse de maison convoquant toute la bande: mal au ventre ou pas, chacun dut avaler le même remède destiné à soulager très rapidement tout malaise de l'estomac. C'est ce que le gouvernement a fait, non seulement au cours des cinq dernières années, mais au cours des 25 dernières années.

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

Comme l'a démontré très clairement la commission royale Porter, c'est une question de politiques fiscales et monétaires erronées. La chose a été bien débattue à maintes reprises. Je tiens à faire remarquer encore une fois que certains d'entre nous avons tenté de faire des suggestions positives au cours de discussions avec des fonctionnaires. Je ne suis pas assez modeste pour ne pas signaler que j'ai moi-même tenté d'émettre des suggestions positives. J'ai soumis une série d'observations en trois ou quatre occasions distinctes au cours des 10 dernières années à la Chambre à propos de la nécessité d'épurer la doctrine keynésienne dans un pays comme le Canada qui compte tant de régions différentes, chose qui a été presque complètement ignorée par le gouvernement au cours des 15 dernières années. Notre système économique doit tenir compte des différences régionales dans notre pays et des exigences variables de l'industrie dans une stratégie industrielle modérée où on renforce les uns avec les meilleures chances de succès. Nous soulevons la question des objectifs sociaux de la politique monétaire et fiscale. Bref, il faut mettre en pratique le principe de la sélectivité.

Vient ensuite la question de l'opportunité. J'ai lu le discours que le ministre des Finances (M. Turner) a prononcé l'autre jour. Il a dit que l'opposition favorisait l'expansionnisme trois jours par semaine puis le resserrement des politiques monétaires et fiscales, les trois jours suivants. Cette critique est bien fondée car avec les politiques monétaires et fiscales modernes, il faut appliquer en même temps des principes contradictoires dans un pays aussi vaste que le Canada. Lorsqu'il y a prospérité à Montréal, Toronto peut très bien connaître un ralentissement des affaires. Le marasme persiste au nord de Toronto et à Montréal. Il faut mettre en œuvre en même temps des politiques contradictoires en principe.

Aussi vrai que je suis ici, lorsque l'on doit s'occuper d'un pays comprenant 17, 18 ou 19 régions, il y a nécessairement des décisions qui sont différentes et qui peuvent même se contredire d'un endroit à l'autre, en même temps ou même au sein d'une même région. Je ne désire toutefois pas répéter ces genres de propositions constructives tout au long de mon exposé. Je l'ai déjà faite à la Chambre, en trois ou quatre occasions. Je sais que le ministre des Finances et ses hauts fonctionnaires l'ont lue. Par contre, je ne vois pas que le gouvernement ait pensé à la traduire dans les faits.

Le deuxième problème que j'ai mentionné est le danger de ces concentrations de capital qui menace le monde. Les ministres des Finances du monde entier et leurs collaborateurs immédiats n'ont toujours rien mis de l'avant pour financer l'euro-dollar et éliminer les menaces de flottement qui pèsent sur les fonds de réserve de plusieurs pays. Les énormes réserves dans les pays arabes posent un plus grave problème. Certaines nations arabes et africaines peuvent investir chez elles l'argent qu'elles touchent pour leur pétrole, mais bon nombre ne le peuvent pas, par exemple le Koweït, l'Abu-Dhabi, l'Arabie Saoudite et probablement l'Irak. Il leur est impossible d'affecter à bon usage les milliards de dollars qui affluent si rapidement dans leurs coffres. La tâche en revient donc à tous les gens avisés du monde occidental.

Le Japon ainsi que l'Europe occidentale souffriront de très graves pénuries de ressources pétrolières pendant un temps indéfini. Les États-Unis vont bientôt en manquer mais ils se sortiront de cette situation dans environ 10 ans, je crois. Certains pays ont des excédents. Ces problèmes paraissent très éloignés. Pensez que certains pays à 12,000 milles de distance ont des capitaux d'investissement en